

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 28/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOC EXPLOITATION ETS ANDRE DELORME

4 avenue André Delorme
84000 Avignon

Références : D-0055-2026
Code AIOT : 0006412830

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2026 dans l'établissement SOC EXPLOITATION ETS ANDRE DELORME implanté 4 AVENUE ANDRE DELORME QUARTIER ST JEAN 84000 Avignon. L'inspection a été annoncée le 03/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC EXPLOITATION ETS ANDRE DELORME
- 4 AVENUE ANDRE DELORME QUARTIER ST JEAN 84000 Avignon
- Code AIOT : 0006412830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Établissements André Delorme exerçaient principalement des activités de stockage de déchets, de récupération et de revente de métaux et de déchets de métaux sur le territoire de la commune d'Avignon, sans bénéficier des autorisations correspondantes.

Le site est implanté en centre-ville, en zone pour partie résidentielle.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suppression	Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au jour de la visite, l'Inspection des installations classées a constaté que les opérations de remise en état n'étaient toujours pas finalisées mais avançaient petit à petit.

Considérant :

- les actions réalisées par l'exploitant depuis les dernières visites d'inspection en 2021, 2022, 2024 et 2025,
- que les métaux et déchets de métaux restant présents sur le site ne constituent pas un risque de pollution des sols à court terme,

l'Inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Vaucluse de ne pas prendre à ce stade de sanctions à l'encontre de l'exploitant. Il est demandé à ce dernier :

- de continuer d'informer l'Inspection tous les deux mois de l'avancée des opérations d'évacuation des déchets,
- de transmettre tous éléments concernant le projet de vente des parcelles à Vinci immobilier en vu d'un possible dispositif de tiers demandeur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suppression

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Suppression des installations
Prescription contrôlée :

Les installations de regroupement et transit de métaux et de déchets de métaux non dangereux (relevant de la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE) et de stockage de déchets (relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des ICPE) sises 4 avenue André Delorme à Avignon exploitées

par la société des Établissements André Delorme, également dénommée l'exploitant dans le présent arrêté, dont le siège social est situé au 4 avenue André Delorme à Avignon sont supprimées et remises en état dans un délai de trois mois et dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement. Cette remise en état comprend impérativement l'évacuation des déchets présents sur le site.

Constats :

Lors de la visite du 16/01/2026, l'Inspection a constaté que :

- sur la parcelle IP20, des évacuations de déchets de ferraille ont été réalisées en 2025 (6 évacuations réalisées au regard des factures transmises régulièrement par l'exploitant), il demeure encore quelques déchets devant le hangar et l'appentis, situés au Nord de la parcelle ainsi que des déchets en attente d'évacuation dans la benne. Les déchets présents à l'intérieur du hangar ont été évacués à hauteur de 90% par rapport à la visite précédente. Par ailleurs, sur le terrain nu, il reste toujours des fragments métalliques en nombre au sol comme constaté lors des précédentes inspections,
- l'exploitant a continué à évacuer la ferraille présente sur la parcelle IM271, essentiellement celle présente dans le bâtiment,
- les autres parcelles (IM 272, 340, 341) n'ont pas été nettoyés depuis la dernière visite mais il reste très peu de ferraille. L'exploitant a expliqué que les parcelles IM340 et 341 appartiennent à sa cousine qui ne souhaitait pas vendre pour le projet Vinci mentionné ci-après. Si tel est le cas à terme, la surface de déchets de ferraille présents sur ces 2 parcelles ne relèvera plus de la nomenclature des installations classées (rubrique 2713).

Par ailleurs, l'inspection a constaté que le débroussaillage demandé lors de la visite précédente a été réalisé. L'inspection a rappelé à l'exploitant de rester vigilant sur ce point.

Comme convenu, M. DELORME a transmis régulièrement par courriel à l'inspection les justificatifs d'évacuation de la ferraille dans des installations de valorisation (factures d'élimination) qui porte depuis la dernière inspection en date du 14/02/2025 à 32,62 tonnes de métaux et déchets métalliques (29,79 tonnes en 2025). La dernière évacuation a eu lieu le 25/11/2025 avec 9,52 tonnes traitées chez FERT METAL à Avignon (facture n° 20136339 du 25/11/2025). La prochaine évacuation est programmée pour fin janvier 2026.

L'exploitant qui ne dispose toujours pas de ressources suffisantes pour réaliser rapidement la remise en état des terrains, effectue néanmoins les évacuations même si c'est à rythme lent.

De plus, l'exploitant a précisé à l'inspection que le projet d'achat des terrains par Vinci Immobilier est bien avancé. Il s'est engagé à remettre les justificatifs inhérents à cette vente. En séance, l'exploitant a présenté les plans 3D du projet immobilier envisagé sur les parcelles idoines et il a

mentionné que Vinci avait rencontré en décembre la maire d'Avignon pour exposer ce projet immobilier.

L'exploitant a également indiqué que des sondages ont été effectués par Vinci dans le cadre de l'étude des sols. L'inspection a notamment constaté ces points de sondage sur la parcelle IM 271.

L'inspection a de nouveau expliqué à l'exploitant que la procédure de cessation doit être menée à son terme. Pour l'exploitant, il serait convenu que le groupe Vinci prendrait en charge cette cessation d'activité. Dans ce cas-là, l'inspection lui a signifié qu'il fallait enclencher un dispositif de tiers demandeur. Ce dispositif a été introduit par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur) du 24 mars 2014 et a été modifié par la loi industrie verte du 23 octobre 2023. Il est décrit à l'article L. 512-21 du code de l'environnement et les articles R. 512-76 à R. 512-81 du même code décrivent ensuite de manière très détaillée la procédure.

En attendant, M. DELORME poursuit les évacuations conformément à ses engagements avec l'Inspection.

Aussi, comme à la précédente inspection en date du 14/02/2025, considérant :

- les actions réalisées par l'exploitant depuis les dernières visites d'inspection en 2021, 2022, 2024 et 2025,
- que les métaux et déchets de métaux restant présents sur le site ne constituent pas un risque de pollution des sols à court terme,

L'Inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Vaucluse de ne pas prendre à ce stade de sanctions à l'encontre de l'exploitant. Il est demandé à ce dernier de continuer d'informer l'Inspection tous les deux mois de l'avancée des opérations d'évacuation des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- **rester vigilant sur le débroussaillage régulier des parcelles enherbées avant la saison estivale,**
- **transmettre un justificatif concernant les accords engagés avec le groupe Vinci immobilier,**
- **continuer d'informer l'Inspection tous les deux mois de l'avancée des opérations, notamment en indiquant (et justifiant) la quantité de métaux et déchets de métaux évacués.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois